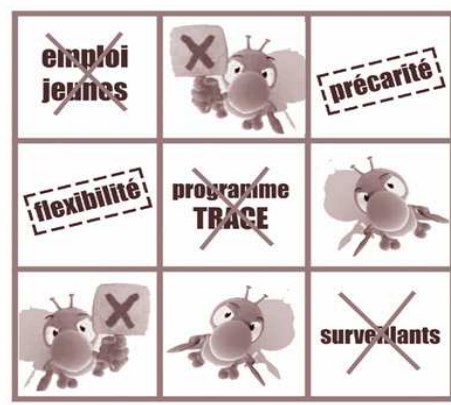


Education prioritaire : l'orage va-t-il passer ?

Le quinquennat Sarkozy a été particulièrement difficile pour l'éducation prioritaire : suppression de postes (notamment de RASED), réforme de la carte scolaire, création des internats d'excellence et pour finir application du dispositif ECLAIR.

Cette dernière mesure est particulièrement représentative de la casse de l'éducation prioritaire et de sa transformation en un laboratoire d'expérimentation de l'école rêvée par les libéraux. Sous couvert de performance et d'efficacité ce dispositif est en fait une régression particulièrement violente.

Pour trouver un job, tu peux te gratter !



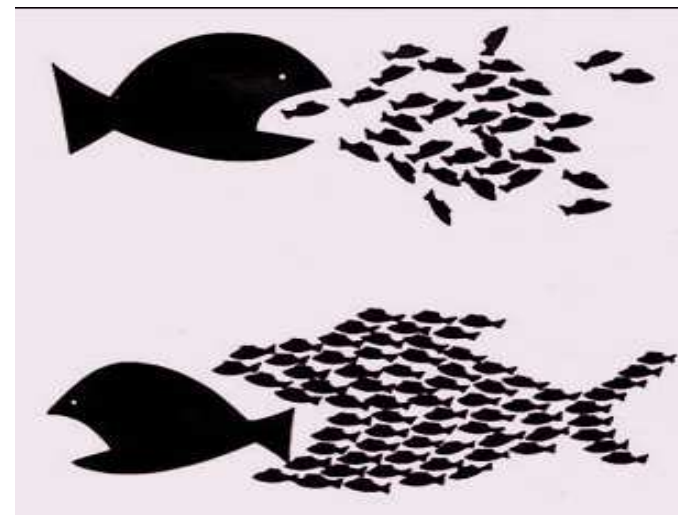
Tout d'abord, sur le plan de la pédagogie, ECLAIR fait primer le sécuritaire sur l'éducatif et consacre l'école du socle commun, c'est-à-dire un enseignement minimaliste fondé sur la compétence (conçue comme un critère d'employabilité) pour les classes populaires. Cette vision est néfaste et dangereuse. L'amélioration de l'éducation prioritaire passe avant tout par l'attribution de moyens plus conséquents (créations de postes d'enseignants, d'AED, de personnels médico-sociaux) et par une véritable réflexion sur ce que doit être son rôle dans notre société. Nous nous opposons à une politique qui ne conçoit l'éducation prioritaire que comme une entreprise de domestication des classes populaires et d'aggravation des inégalités sociales. Nous nous prononçons en faveur d'une éducation prioritaire nouvelle avec pour objectif l'émancipation des élèves et la lutte contre la reproduction sociale.

De plus de l'aveu même de l'Inspection Générale le dispositif ECLAIR n'est pas satisfaisant : « Le second constat est qu'à l'issue des deux années de mise en œuvre, les programmes CLAIR et ECLAIR n'ont pas transformé le paysage de l'éducation prioritaire. Malgré quelques avancées qu'il convient de noter dans le domaine de la gestion des ressources humaines notamment, ils constituent une réponse insuffisante aux problématiques de l'éducation prioritaire »*. Etrangement les seules « avancées » saluées se situent sur le plan des ressources humaines. Quelles sont-elles ? Rémunération au mérite, introduction d'un échelon hiérarchique supplémentaire avec les préfets des études, recrutement sur postes à profils, renforcement des pouvoirs du chef d'établissement... C'est le management à la France Télécom qui frappe à notre porte ! Nous rejetons cette logique qui est incompatible avec les valeurs du service public et le projet éducatif qui est le notre.

François Hollande a promis de faire de l'éducation la priorité de son mandat pendant sa campagne. Pourtant la rentrée 2012 se fait tout de même avec 13 000 postes en moins et pour l'instant rien de substantiel n'a été annoncé en matière d'éducation prioritaire. C'est donc, pour l'instant, la logique imposée par le précédent gouvernement qui continue de prévaloir. Cette logique qui nous mène droit à la création d'établissements ghettos, à l'introduction de logiques managériales de performance dans l'école, à la mise au pas des personnels et à l'accentuation du traitement sécuritaire des inégalités.

C'est pourquoi SUD éducation revendique l'abrogation des contre réformes en cours et continuera de défendre ses revendications pour une école démocratique, critique et émancipatrice. Mais pour le service public d'éducation comme pour l'ensemble des questions qui touchent au monde du travail, un véritable changement dépend avant tout des mobilisations. SUD éducation s'emploiera à les construire et invite les personnels à se réunir pour débattre des exigences à porter et des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.

*Rapport n°2012-076 de l'Inspection générale de l'éducation nationale, juillet 2012.



AVS, EVS, CUI, AED ... REJOINS LE COLLECTIF 30 DES PRECAIRES !

Depuis le mois de mars 2012 un Collectif de Précaires se réunit à Nîmes.

Il est ouvert à tous les personnels de l'Education Nationale quel que soit leur statut.

Notre Collectif permet d'échanger des informations sur les différents types de contrat et les droits des salariés. Mais il a surtout pour rôle de mettre en relation les personnels. Créer du lien c'est déjà permettre la mise en contact des précaires afin de nous convaincre que nous ne sommes pas seul-es dans ce cas face aux incertitudes du lendemain. En effet, face aux situations individuelles dramatiques, aux pressions, aux humiliations de la hiérarchie, les réponses sont avant tout collectives.

Ainsi, le Collectif entend accompagner tout précaire qui déciderait d'entreprendre des démarches aux Prud'hommes. Nous étions ainsi présents le mardi 19 juin 2012 devant le Conseil des Prud'hommes de Nîmes afin d'accompagner notre collègue AVS, Fanny, non reconduite dans son contrat alors qu'elle s'occupait depuis des années du même groupe d'enfants-handicapés dans une école spécialisée.

Enfin, notre Collectif a pour vocation de contribuer, en lien avec d'autres Collectifs dans d'autres départements, à créer les conditions d'un mouvement coordonné des précaires de l'Education Nationale car ceux et celles qui sont bien souvent « invisibles » aux yeux des autres personnels de l'Éducation et de leur hiérarchie, sont pourtant indispensables à la bonne marche de tout établissement scolaire. Seule la mobilisation des précaires permettrait d'obtenir, comme ce fut le cas dans le passé, une titularisation sur des emplois statutaires et l'arrêt du recours à l'emploi précaire.

Plus d'infos sur : <http://collectif30.unblog.fr/>

Lycée DARBOUX EN LUTTE !

La rentrée le mardi 4 septembre 2012, s'est faite sous le signe de la mobilisation au LP Darboux (Nîmes). La totalité du corps enseignant et l'équipe Vie scolaire votait à l'unanimité la grève pour protester contre la suppression de 8 postes en contrat aidé.

Cet établissement est pourtant un Lycée classé *Éclair* ce qui constitue « officiellement » une garantie pour disposer de moyens supplémentaires, ce que contredit la réalité sur le terrain.

Ce Lycée est bien connu des services du rectorat. Composé de 713 élèves dont « 60% sont orientés ici par défaut » aux dires du Proviseur, son quotidien est celui de nombreux établissements sensibles : des classes surchargées, des élèves en décrochage scolaire, des tensions qui pèsent sur la scolarité des élèves et la vie des enseignant-es et autres personnels. L'an dernier, les enseignant-es avaient rédigé une soixantaine de lettres décrivant leurs conditions de travail. Intitulé « Stress, mal-être, souffrance au travail : témoignages », le document avait été transmis au rectorat. Sans effet.

Après une semaine de grève votée au jour le jour, les Darboux ont obtenu dans leur rapport de force avec le Rectorat : un poste et demi d'Assistant d'éducation (AED), deux postes en CUI et un assistant prévention sécurité (nouveau gouvernement de cette rentrée), soit l'équivalent de 6 temps plein. Un résultat donc en dessous des revendications des grévistes qui réclamaient la récupération des 8 postes supprimés. Vendredi 7 septembre le mouvement de grève a été suspendu mais les personnels du lycée ne désarment pas et poursuivent leur lutte.

